

Vol. 29 n°2 Edmonton, semaine du 13 au 19 janvier 1995 12 pages 60¢

• *La luzerne*

Un marché en expansion

à lire en page 8

Une solution pour faire face au chômage

à lire en page 9

Les francophones participent au bicentenaire du Fort Edmonton



Photo: Archives provinciales de l'Alberta B 6577

Le Fort Edmonton de la Compagnie de la baie d'Hudson en 1892.

CAROLE THIBEAULT

EDMONTON — L'année 1995 représente le 200e anniversaire de l'installation du Fort Edmonton. Tout au long de l'année, les citoyens sont invités à célébrer l'histoire d'une des plus vieilles «colonies» de l'Ouest canadien. Chez les francophones de la ville, il va de soi que le bicentaire du Fort Edmonton sera souligné à différentes occasions.

E D M O N T O N

200 YEARS of BUILDING TOGETHER
ANS À BATIR ENSEMBLE

La régionale d'Edmonton de l'Association canadienne-française de l'Alberta siège présentement au comité du bicentenaire. Par sa présence, elle veut souligner l'apport des francophones au développement de la ville. «On a une place importante dans l'histoire de la ville d'Edmonton, rappelle Lise Gratton, qui travaille sur le projet du bicentenaire. On l'a toujours eue, présentement comme dans le passé.»

L'ACFA régionale sert donc d'organisme parapluie et coordonne l'ensemble des activités reliées au bicentenaire, organisées par les autres associations francophones. Selon Mme Gratton, 24 organismes ont intégré le thème du bicentenaire à leur programmation. Toutefois, personne n'a pour l'instant l'intention d'organiser une activité spécialement pour l'occasion. «À cause du manque de ressources humaines et financières, les organismes ont préféré s'en tenir à leur programmation régulière», explique André Boudreau, directeur du sous-comité.

Les organisateurs de la Francofêérie ont cependant obtenu la permission de faire traduire le logo du bicentenaire en français. Julie Duciaume, coordonnatrice du festival d'hiver, mentionne que le logo sera imprimé sur des chandails qui seront vendus lors de l'événement. On ne sait toutefois pas encore si le logo sera bilingue ou en français seulement.

Au niveau municipal, les membres du comité du bicentenaire sont heureux de voir que les francophones participent activement aux célébrations. «Les francophones ont fait partie intégrante du développement d'Edmonton. Ce sont les francophones qui sont venus les premiers faire la traite des fourrures pour la Compagnie de la baie d'Hudson. Ils ont été les premiers arrivés dans le coin», lance le président du comité du bicentenaire, l'échevin Terry Cavanagh.

• *Création de centres scolaires communautaires*

Une façon de mettre ses ressources en commun

CAROLE THIBEAULT

EDMONTON — Lors de la table de concertation provinciale tenue en décembre dernier, les différents organismes provinciaux et les représentants régionaux ont établi que le secteur de l'éducation serait la priorité numéro 1 cette année. Et pour refléter la décision prise dans plusieurs régions, l'établissement de centres scolaires communautaires sera la moyen privilégié pour améliorer la situation.

Pour l'instant, la province ne compte qu'un seul centre scolaire communautaire, celui de Plamondon. Mais les régions de Saint-Paul, Legal, Lethbridge, Calgary et Fort McMurray sont toutes dans la course aux

suite à la page 2

• *Conseil scolaire du Centre-Nord*

Une mission éducative à définir

MICHEL BOUCHARD

EDMONTON — Le Conseil scolaire du Centre-Nord tente de définir un projet éducatif francophone en se dotant d'une vision et d'une mission scolaires, raconte Lucien Larose, directeur de développement, de la promotion et du recrutement au Conseil scolaire du Centre-Nord. Cette vision et cette mission devront rallier tous les intervenants de l'éducation française dans la région et guideront le conseil dans l'élaboration de ses politiques.

Les conseillers scolaires du Centre-Nord ainsi que les administrateurs se sont rencontrés récemment à cette fin. L'ébauche de ce projet éducatif, une fois adoptée par le conseil, sera présentée aux principaux acteurs du système d'enseignement —les élèves, les enseignants et les parents— pour qu'ils l'endossent. Cette consultation se fera au cours des six prochains mois, selon M. Larose.

L'orientation que se donne le conseil scolaire pourrait avoir d'importantes retombées pour l'éducation des jeunes. «Si on dit, par exemple, que l'école se considère comme un partenaire à part entière avec la communauté, explique-t-il, il pourrait y avoir des répercussions étant donné que le rôle des parents et des comités de parents sera plus important au sein des écoles.»

Le directeur raconte que le gouvernement provincial exige un plus grand engagement de la part des parents dans l'éducation de leurs enfants et veut leur accorder plus de responsabilités. «C'est la tangente que veut prendre le gouvernement provincial», explique-t-il.

Pendant plusieurs heures, les conseillers ont cherché à définir les éléments essentiels de cette nouvelle mission éducative du conseil scolaire.

M. Larose précise que le conseil scolaire élabore une vision qui réponde aux intérêts des élèves, des écoles et de la communauté. «À l'école, on peut valoriser l'intégration de l'élève à la communauté, explique-t-il. Il faut créer une vie intéressante, un milieu de vie de qualité et s'assurer que le français y soit viable. On parle d'encourager la passion liée à langue où l'on vise l'excellence à tout prix dans tous les domaines.»

Le directeur est d'avis que la participation de la communauté est nécessaire au succès académique des élèves.

Il est ressorti de la rencontre, selon le directeur, que les conseillers espèrent que les élèves s'intègrent à la communauté francophone. «Que l'école devienne un instrument de développement de la communauté, lance-t-il, je pense que c'est un élément social important.»

M. Larose est aussi chargé d'élaborer un plan d'activités et un plan stratégique triennal pour le recrutement d'élèves qui se retrouvent dans les écoles d'immersion et les écoles anglaises. Diverses activités sont prévues au cours des prochains six mois dont la publication d'un bulletin d'information et la conception d'un logo pour le conseil scolaire.

Pour s'ouvrir sur le monde...

CAROLE THIBEAULT

EDMONTON — L'Association des universitaires de la Faculté Saint-Jean (AUFSJ) lance à nouveau sa semaine culturelle du 16 au 20 janvier.

Pendant toute la semaine, le public peut aller voir une exposition de vieilles photographies portant sur les francophones de l'Alberta et leur histoire. Des gravures anciennes sur la vie de Napoléon 1er seront également en montre lors de cette exposition.

L'AUFSJ organise de plus une soirée d'improvisation de percussion, le 19 janvier, en compagnie de deux musiciens de la Sierra Leone.

Il sera aussi possible d'assister à une conférence sur la communication interculturelle.

Le traditionnel Bistro de la Faculté Saint-Jean proposera cette fois-ci un thème spécial: un bistro poétique. Des gens liront donc des poèmes dans un décor spécial. Les participants auront également droit à un vin et fromage.

Enfin, la soirée du 18 janvier sera l'occasion idéale pour s'ouvrir aux goûts du monde en participant au populaire souper international. Plus de 15 pays y seront représentés par leurs mets traditionnels.

Une façon de mettre ses ressources en commun

suite de la page 1

subventions pour démarrer ou poursuivre leur projet de centre.

À Legal et à Lethbridge, les projets ne sont qu'à l'état embryonnaire. Bien qu'on en parle depuis quelque temps, c'est la signature de l'entente Canada-communauté qui a vraiment déclenché le processus de mise en oeuvre des projets. Selon Claude Dallaire, président de l'ACFA Centralta, un centre scolaire communautaire répondrait mieux aux besoins des élèves que l'école Citadelle, qui n'a ni gymnase, ni bibliothèque. «On veut éviter que chaque petit groupe fasse ses petites affaires de son côté, ajoute-t-il. Si on fait quelque chose ensemble, ça va être plus facile. On va être plus forts. On a plus d'idées aussi.» À Legal, le projet nécessiterait la construction d'un nouvel édifice.

Hélène Canesson, de l'ACFA de Lethbridge, pense quant à elle qu'un centre scolaire communautaire, en plus de réunir les gens de la communauté, donnerait une plus grande visibilité aux francophones. À Saint-Paul, le concept de centre scolaire communautaire est bien connu puisque le centre culturel et l'École du Sommet sont reliés par un corridor. Comme l'explique Jean-François Coulombe, l'idée d'un tel centre implique toutefois la conjonction des administrations scolaire et communautaire. «Quand on pense à un centre scolaire communautaire à Saint-Paul, on ne pense pas à une bâtisse. On pense à une administration commune, à une collaboration plus étroite. Ce qui est important, c'est qu'on mette des choses en commun».

Du côté des projets de Calgary et de Fort McMurray, les présidents Mario Savard et Réal Doucet rapportent certaines progressions dans le dossier. À Calgary, les architectes termineront bientôt les plans. Quant à Fort McMurray, on attend l'annonce (à la fin de janvier) de la fermeture de certaines écoles. Par la suite, les francophones pourraient s'approprier l'une de ces écoles désaffectées. Le financement pour la partie communautaire de ces futurs centres est assuré par une entente spéciale: Calgary devrait recevoir 3,5 millions de dollars d'ici trois ans et Fort McMurray, 1 million de dollars. Le fonctionnement des organismes responsables de la réalisation de ces projets peut être financé par l'entente Canada-communauté.

Pour sa part, le centre communautaire d'Edmonton, la Cité francophone, a déjà obtenu la part du lion en négociant un financement garanti de 2,2 millions de dollars. Cette entente avec le gouvernement fédéral a été annoncée plus tôt cet automne.

À l'ACFA provinciale, le président Paul Denis dit encourager fortement la création de centres scolaires communautaires. D'ailleurs, l'ACFA offre un programme de financement pour la construction de centres culturels applicable aux centres scolaires communautaires.

Ce programme comprend donc une contribution financière de l'ACFA provinciale d'un maximum de 50 000$. «Il ne faut pas penser qu'il y a un compte de banque quelque part et qu'on attend simplement les demandes, fait cependant remarquer Paul Denis. C'est évident qu'on ne pourrait pas approuver trois ou quatre demandes dans une même année. Il faudrait répartir les demandes sur deux ou trois ans.»

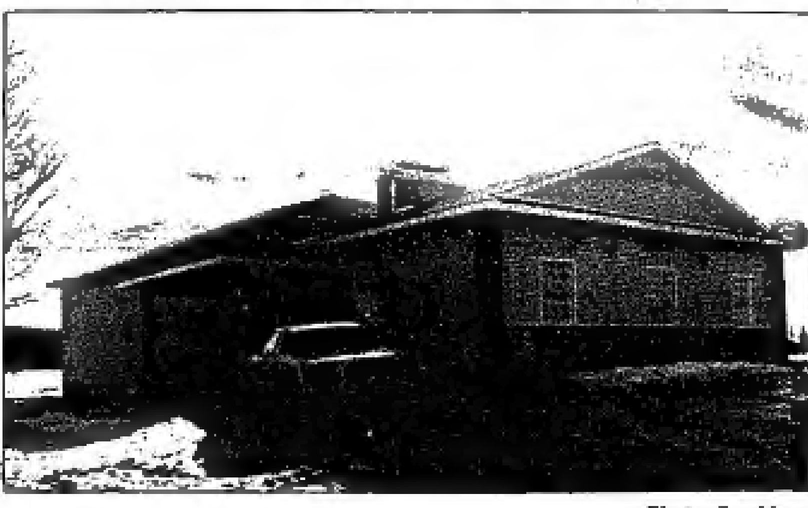


Photo d'archives

Plamondon est le seul centre francophone de la province à posséder un centre scolaire communautaire.



Archives provinciales de l'Alberta à Edmonton, photo P. 4911.

Calgary, Jeux d'hiver lors de l'Exposition de Calgary, 1923. Saut en skis. Le skieur grimpait sur une haute structure en pente faite de bois avant de se lancer vers le bas de la construction où l'attendait la foule.



Cette chronique est préparée par Claude Roberto des Archives provinciales.

• L'éducation à distance

La technologie au service du savoir

LINA LABONTÉ

PLAMONDON — Depuis le début de l'année scolaire, les élèves de dixième année des écoles Héritage de Jean-Côté, Voyageur de Medley, du Sommet à Saint-Paul et du centre scolaire communautaire Beauséjour de Plamondon reçoivent une partie de leur formation par éducation à distance.

L'an dernier, les écoles se sont dotées d'un équipement à la fine pointe de la technologie. Les micro-ordinateurs, le système d'audioconférence, les télécopieurs et le tableau SMART 2000 sont les premiers du genre dans la province et deuxièmes dans toute l'Amérique du Nord. Le coordonnateur du centre de communications est Stéphane Charest de Saint-Paul. Lorna Jamieson de Saint-Paul, Sylvie Hamel et Kathleen Bouchard de Medley, Lisa Roy-Nicolet de Jean-Côté et Gerry Amiot de Plamondon sont les enseignants en région qui permettent aux élèves d'accéder présentement à des cours de français, d'anglais, de mathématiques et d'informatique. Mais comme l'explique Stéphane Charest, le nombre de cours peut augmenter au fur et à mesure que les besoins des élèves se feront plus précis. Selon les changements apportés au ministère albertain de l'Éducation, les jeunes pourraient avoir accès à une multitude de cours portant sur 21 domaines différents tels l'agriculture, les communications, la santé, le design, etc.

Lors d'un cours, l'enseignant peut entrer en contact avec ses élèves par l'entremise du tableau SMART. De plus, les différents centres sont reliés et les élèves peuvent interagir. Pendant les autres journées, les élèves font du travail de façon autonome ou en équipe avec l'aide d'un tuteur-correcteur qui est sur place.

L'éducation à distance comporte de nombreux avantages pour ses utilisateurs: elle permet d'offrir une plus grande variété de cours complémentaires; chaque matière est enseignée par un spécialiste du sujet; elle permet à l'élève de se familiariser avec la technologie de pointe; elle laisse du temps pour du travail individuel de type collégial ou universitaire et permet aux élèves d'échanger avec ceux des autres régions.

En s'inscrivant, l'élève s'engage à suivre son cours avec assiduité et ponctualité. Il développe ainsi sa discipline, sa patience, sa concentration et son sens des responsabilités.

En mémoire de Guy Lacombe

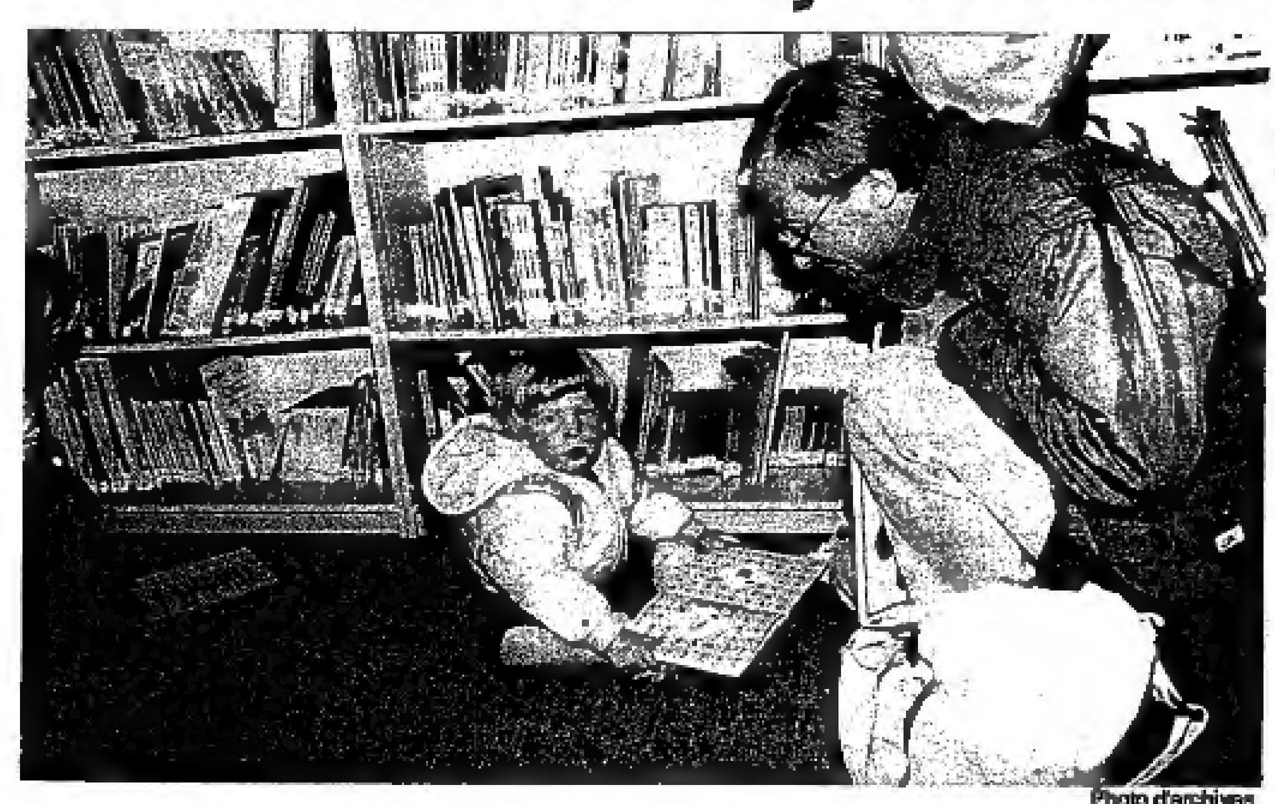


Photo d'archives

Le Centre de ressources préscolaires a connu une grande popularité dès son ouverture, le 17 octobre 1992.

EDMONTON — Le Centre de ressources préscolaires d'Edmonton porte désormais un nouveau nom, celui de «Centre de ressources préscolaires Guy-Lacombe». La Fédération des parents francophones de l'Alberta en a changé officiellement le nom, le 11 janvier, à l'occasion de la rencontre hebdomadaire du groupe de jeux «La Ribambelle».

Le centre a adopté ce nouveau nom dans le but de rendre hommage au regretté Guy Lacombe et de souligner son travail, son acharnement et son dévouement envers la communauté francophone.

Les convictions de M. Lacombe, comme parent francophone, ont contribué largement à rendre l'éducation française présente et vivante en Alberta.

Le centre, situé dans le Centre 82 à Edmonton, permet aux parents d'avoir facilement accès à du matériel éducatif en français destiné aux enfants de 2 à 8 ans. On peut, entre autres, s'y procurer des livres, des jeux, des marionnettes et des vidéocassettes.

La Francoféerie lance deux concours

EDMONTON — Le 3e festival d'hiver francophone d'Edmonton, la Francoféerie, invite la population à participer à deux concours cette année.

Le premier s'adresse à tous ceux et celles qui ont du talent en dessin et en graphisme. Il a pour but de concevoir l'affiche de la Francoféerie. «L'oeuvre choisie illustrera le cahier-souvenir, le programme et le calendrier de la Francoféerie», souligne la présidente du festival d'hiver, Renée Bouchard. Il n'y a aucune limite d'âge pour s'inscrire. Les affiches doivent parvenir aux organisateurs au plus tard le 17 janvier.

Le deuxième concours, un concours littéraire cette fois-ci, s'adresse également à tous les publics. Il est cependant divisé en catégories: 8 à 14 ans, 15 à 20 ans et 21 et plus. «Il s'agit de raconter une expérience vécue lors d'une cabane à sucre, un événement drôle, émouvant ou qui a marqué votre vie», explique Mme Bouchard. Les participants ont jusqu'au 24 janvier pour faire parvenir leur texte. Un recueil regroupant les meilleures oeuvres sera publié.

La Francoféerie se déroulera les 3, 4 et 5 mars dans le quartier Bonnie Doon à Edmonton.

Sur le bout de la langue

Annie Bourret (APF)

La quadrature du...sexe

Peut-être avez-vous ri de l'imitation de Jean Chrétien dans le *Bye Bye 1994*, quand il bafouillait ses «Chers sénateurs, chères sénateuses» devant les membres du Sénat français? Pourtant, à l'erreur sénateuse, bien des gens d'ici préfèrent sénateure, une autre erreur, mais sentie comme plus «correcte». Alors que la forme bien française est...sénatrice!

Curieux choix de mots pour railler Chrétien, la France constituant aujourd'hui le dernier bastion de résistance pour la féminisation des professions. Le Canada, lui, mène la danse en féminisation, au point où la Belgique et la Suisse imitaient ses politiques, en 1991 et 1993, respectivement. Très bons choix de mots, cependant, pour illustrer les quelques querelles linguistiques qui demeurent pour les mots se terminant par -eur, avec leurs trois féminins différents: chanteur-chanteuse, réalisateur-réalisatrice et réviseur-réviseure.

Devant factrice et autrice, historiquement fidèles, les francophones d'ici font la grimace, favorisant nettement facteure et auteure. Cette prédilection est typique du Canada, les mots se terminant par -eure étant perçus comme démodés en France depuis plusieurs siècles. (Là-bas, le mot inventeure, créé au 15e siècle, a cédé la place à inventrice au 16e siècle.)

D'où vient donc votre préférence? Elle prend racine dans les origines du Canada, alors que de nombreux colons d'origine normande s'établissent en Nouvelle-France. Ceux-ci ont maintenu leurs mots féminins en -eure, pendant qu'ils sortaient de l'usage en France à cette époque-là, laissant la place à -euse et -trice.

Aujourd'hui, l'usage canadien a popularisé tellement de mots finissant par -eure (ingénieure, procureure, assureure), qu'on en arrive à remplacer directrice par directeure (exemple authentique, lu sur une carte professionnelle), chroniqueuse par chroniqueure. Dans certains cas, notre préférence pour -eure évite des malentendus fâcheux. Le choix d'entraîneure, et non entraîneuse, comme féminin pour entraîneur (en sports) l'illustre bien.

Pour terminer, comment s'y retrouver entre spectateur-spectatrice, arpenteur-arpenteuse et sculpteur-sculpteuse? La quadrature du sexe?

Eh non, il existe un truc, qui comporte peu d'exceptions. Pour savoir si les mots en -teur prennent -teuse ou -teure au féminin, il suffit de trouver le participe présent de ce mot. Si le participe se termine par -tant, la finale féminine est -euse, comme pour chanteur (participe présent: chantant, féminin: chanteuse). Si le participe présent a une autre terminaison, le féminin se termine par -trice (traduisant-traductrice; coordonnant-coordonnatrice). Les mots sans participe présent, comme orateur ou moniteur, prennent -trice au féminin.

Si la question de la féminisation vous intéresse, vous pouvez vous procurer gratuitement un amusant petit guide intitulé A juste titre. Faites la demande par écrit à la Direction générale de la condition féminine de l'Ontario, 2 rue Carlton, 12e étage, Toronto (Ontario) M5B 2M9 ou la télécopier à (416) 314-0254.

· Billet ·

Tuer pour la vie?

Un jeune homme entre dans une clinique d'avortement aux États-Unis. Il sort une carabine et, avec calme, se met à tirer. Il s'esquive. Plus tard, il tue une autre réceptionniste et blesse plusieurs personnes à une deuxième clinique. Ces meurtres me répugnent.

Ce jeune assassin est un héros aux yeux de quelques extrémistes qui luttent contre l'avortement. Il est un de ces croisés de la «guerre sainte» menée par une certaine droite religieuse très militante aux États-Unis.

J'aimerais croire que ces meurtres sont l'expression du fanatisme religieux américain et que le Canada n'est pas touché par ce mouvement. Mais, cet automne, un médecin de Vancouver a été gravement blessé par un tireur, vraisemblablement parce qu'il pratiquait des avortements.

L'intolérance ne connaît pas de frontières. Un certain J.C. Hughes a récemment écrit à l'*Edmonton Journal* pour expliquer que nous ne devrions pas nous étonner de ces meurtres. Ce sont, à son avis, des «usines de la mort» où les forces de Satan se régalent.

Je ne vois ni Satan, ni Dieu dans l'assassinat de ces employés de cliniques d'avortement. Ces femmes sont mortes en vain. Je pense à leur famille et à leurs proches qui sont maintenant dans le deuil.

John Salvi, qui a perpétré ce crime odieux, est aussi une victime du fanatisme. La rhétorique enflammée des mouvements extrémistes décrit les médecins qui pratiquent des avortements comme des «tueurs de bébés». Il est inévitable, dans ce contexte, que certains décident de venger les «millions de bébés tués». Le fanatique a la certitude que sa cause est juste. Il est prêt à tuer et le fait au nom de Dieu.

Un autre américain, Paul Hill, attend d'ailleurs son exécution à la suite d'un acte semblable. Il a été reconnu coupable d'avoir tué un médecin américain qui pratiquait des avortements et se voit comme un martyr. Les cinq personnes tuées ces derniers temps dans des situations semblables aux États-Unis ne seront certainement pas les dernières victimes de ce débat qui divise la société.

Peu importe les croyances de l'individu, il est essentiel de dénoncer ce fanatisme. Ceux qui sont contre l'avortement ont le droit de décrier cette pratique. Ils n'ont pas, cependant, le droit de harceler celles qui font ce choix. Ils n'ont surtout pas le droit de juger et de tuer au nom de Dieu. Une parole de Jésus me vient à l'esprit: «Que celui qui n'a jamais péché lui lance la première pierre.»

Michel Bouchard

Un «repositionnement» à Lethbridge

CAROLE THIBEAULT

LETHBRIDGE — Le 27 janvier, des francophones de Lethbridge participeront à une réunion qui marquera le début d'une remise en question des rôles et des buts des organismes locaux. Ce nouveau projet de «repositionnement» est initié par la régionale de l'Association canadienne-française de l'Alberta.

Selon la présidente de l'ACFA, Hélène Canesson, il est maintenant temps de redéfinir les priorités, les buts et les objectifs communs des différentes associations tout en reconnaissant leur rôle respectif. «Il est temps de faire le point sur ce que nous avons accompli au cours de nos 17 ans d'existence et de savoir où nous en sommes, déclare Mme Canesson. Qu'est-ce qu'il nous reste à faire? Qu'avons-nous fait de bien et de moins bien?»

À la suite de la réunion du 27 janvier, l'ACFA a l'intention d'entreprendre également une consultation auprès de ses membres. Selon la présidente, le «repositionnement» des organismes doit se faire en fonction des besoins de la communauté.

Par ailleurs, l'ACFA travaille présentement à la préparation d'une trousse d'accueil pour les nouveaux arrivants francophones de Lethbridge. Cette trousse contiendra différentes informations sur les services en français disponibles dans la région. On y parlera, par exemple, des programmes de l'ACFA, du pavillon La Vérendrye, des écoles d'immersion de la ville, des services professionnels et des autres organismes francophones. L'ACFA invite d'ailleurs les gens qui veulent contribuer à la conception de la trousse à communiquer avec Adjoa Savage au 328-8506.

Le Franco est heureux de publier les commentaires de ses lecteurs sur des sujets d'actualité ou d'intérêt général. Les témoignages et les réactions à des textes parus dans nos pages sont également bienvenus. Toutefois, puisque l'espace dont nous disposons est limité, nous nous réservons le droit de raccourcir les textes. Nous en retrancherons, au besoin, les passages diffamatoires ou de nature à offenser par leur ton ou leur contenu. Les propos publiés dans *Le courrier des lecteurs* représentent uniquement l'opinion des signataires des lettres. Leur publication ne signifie pas que le journal partage ce point de vue. Toutes les lettres doivent être signées et accompagnées d'un numéro de téléphone et d'une adresse, afin que nous puissions entrer en contact avec l'auteur si nécessaire.

La rédaction

Comédiens, comédiennes?

EDMONTON — L'Unithéâtre d'Edmonton est à la recherche d'un comédien pour compléter la distribution de *La Mouette* d'Anton Tchekov. Rappelons que l'Unithéâtre est une troupe de théâtre communautaire. Les comédiens sont des bénévoles et l'Unithéâtre offre la formation nécessaire. Pour de plus amples informations, veuillez communiquer avec Guylaine au 469-7193.

L'abonnement au *Franco* coûtera plus cher

Veuillez noter qu'à partir du 15 janvier, il en coûtera 25 $ par année (plus TPS) pour recevoir le journal pendant un an au Canada. L'abonnement pour deux ans de même que l'abonnement à l'étranger augmentent aussi. Les nouveaux tarifs se lisent comme suit:

abonnement local

1 an 25 $+1,75$ (TPS) = 26,75$

2 ans 45 $+3,15$ (TPS) = 48,15$

abonnement à l'étranger (1 an)

48 $+3,36$ (TPS)=51,36$

LA RÉCEPTION DE RDI EN ACADIE ET DANS PLUSIEURS AUTRES RÉGIONS FRANCOPHONES

PEUT-ÊTRE QUE C'EST LE BULLETIN MÉTÉO ET QU'ON VOIT TOMBER LA NEIGE EN DIRECT!?!

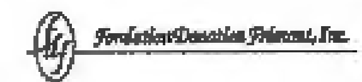
MICHEL LAVIGNE APF-122



Directrice: poste vacant
Adjointe administrative et responsable de la publicité: Micheline Brault
Journalistes: Carole Thibeault et Michel Bouchard
Graphiste: Linda Lavoie
Correspondant national: Yves Lusignan, Association de la presse francophone

Correspondants régionaux

BONNYVILLE: Lucie Lavoie
CALGARY: Jacques Girard
CENTRALTA: Julie Bouchard-Dallaire et Lucienne Brisson (Saint-Albert)
GRAND-CENTRE: Kathleen Bouchard
JASPER: Marie-Joëlle Driard
LETHBRIDGE: Adjoa Savage
PLAMONDON: Lina Labonté
RIVIÈRE-LA-PAIX: Sophie Savoie (Saint-Isidore) et Noëlla Fillion (Donnelly)
SAINT-PAUL: Jean-François Coulombe et Jean Perron


Le Franco est membre de l'Association de la presse francophone.
Au niveau national, il est représenté par l'agence de publicité OPSCOM.
Il est imprimé par CENTRALWEB Colorpress, à Edmonton.

Courrier de deuxième classe — Enregistrement 1881.

Pour s'abonner, remplir le coupon publié à la fin de ce numéro.

Prière d'adresser toute correspondance comme suit:

Le Franco
8923, 82e Avenue • Edmonton (AB) • T6C 0Z2
Téléphone: (403) 465-6581 • **Télécopieur:** (403) 465-3647

• *Radio communautaire de Rivière-la-Paix*

«On est sur les derniers milles»

MICHEL BOUCHARD

EDMONTON — Les efforts de financement du projet de radio communautaire à Rivière-la-Paix battent leur plein tandis que le comité prépare sa demande pour obtenir une licence de radiodiffusion.

Le comité doit remettre sa demande au mois de février afin que le CRTC, l'organisme qui régit la radiodiffusion au pays, puisse organiser des audiences plus tard ce printemps. Le CRTC remettra ensuite sa décision dans un délai de 30 à 90 jours.

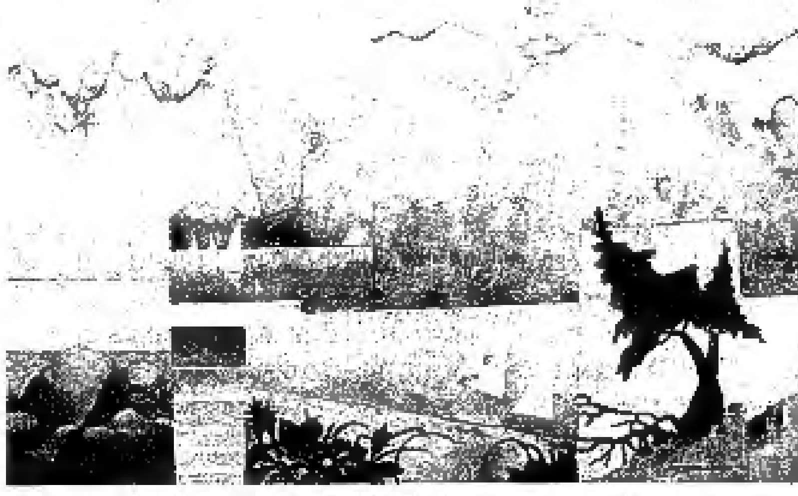
Kathleen McManiman, coordonnatrice du projet, est confiante que le comité aura obtenu le financement nécessaire pour le mois de septembre, date prévue pour le début de la construction des studios. «On est sur les derniers milles, lance-t-elle. Je suis confiante que nous l'aurons.»

La coordonnatrice explique que les points en litige concernant l'emplacement des studios dans le centre Notre-Dame, à Falher, et l'installation d'une antenne fixée à l'édifice ont été résolus. On prévoit maintenant construire les studios au premier étage, dans les locaux où se trouvent actuellement l'ACFA régionale. Annette Bouchard, administratrice du centre, explique que les deux parties s'entendent sur l'emplacement des studios au premier étage, mais que la direction du centre, propriété des Oblats de Marie-Immaculée, attend l'approbation du CRTC avant d'aller de l'avant et de conclure une entente.

Le comité de la radio communautaire vend présentement des billets pour un tirage qui aura lieu lors de l'assemblée générale annuelle, le 27 janvier. Le prix est un voyage pour deux au Québec.

Jusqu'à présent, plus de 150 personnes ont donné au total 30 000$ pour la réalisation de ce projet. De plus, le comité a obtenu plus de 49 000$ de la fondation Wild Rose à cette fin. Mme McManiman explique que le ministère du Patrimoine subventionne la mise sur pied de radios communautaires jusqu'à concurrence de 50 pour cent.

Marie-Joëlle Driard expose



EDMONTON — Marie-Joëlle Driard expose présentement ses oeuvres au Café Mosaic d'Edmonton. Très positive, l'artiste de Jasper aime la vie. Ses tableaux sont très colorés et reflètent cette joie de vivre. Marie-Joëlle dit rechercher dans ses travaux un équilibre qui exprime à la fois l'excitation, la passion, la paix, la félicité et la sensibilité. Bien connue à Jasper, l'artiste a fait son nom en tant que graphiste à la pige. Elle donne également des cours de dessin.

Ses oeuvres seront exposées jusqu'à la fin de janvier au Café Mosaic, 10844 - 82 Avenue à Edmonton.

Carole Thibeault

Les échecs d'aristocrates dans l'Ouest canadien

CAROLE THIBEAULT

EDMONTON — Des aristocrates venus de France, vivant en Saskatchewan, avaient décidé de se lancer dans le marché de la charcuterie. Pour ce faire, ils achetèrent une porcherie et y installèrent 2000 cochons qu'ils avaient fait venir de l'Est. Malheureusement, le gérant de la porcherie avait oublié de semer du grain pour nourrir les cochons. Pendant l'été, les seigneurs ont dû demander à leurs ouvriers de tuer toutes les bêtes.

Cette anecdote en fera certainement sourire plusieurs. Maurice Morin, un réalisateur indépendant d'émissions radiophoniques et télévisuelles, en racontera plusieurs autres comme celle-ci lors d'une conférence organisée par l'Alliance française d'Edmonton. Intitulée *Les beaux perdants ou l'utopie des aristocrates de l'Ouest canadien*, la conférence parlera d'une phase importante d'immigration d'origine française dans l'Ouest canadien.

Comme l'explique M. Morin, de nombreux comtes, ducs et barons sont arrivés dans les provinces du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta entre 1885 et 1945. Par exemple, avant la Première guerre mondiale en Saskatchewan, les immigrants d'origine française représentaient 15 pour cent de la population. C'est que les aristocrates arrivaient souvent avec tous leurs ouvriers et même tous les habitants d'un village. Essayant de recréer une royauté et une noblesse de ce côté-ci de l'Atlantique, ils ont souvent passés pour des excentriques. «Ce n'est pas l'histoire d'une réussite, affirme Maurice Morin, tentant d'expliquer la raison du titre de sa conférence. C'est plutôt l'histoire d'un échec dans un contexte extrêmement difficile de colonisation. Ils sont beaux perdants parce que, quand ils échouaient, ils le faisaient avec magnanimité.»

La plupart de ces aristocrates sont retournés en France à l'approche de la Seconde Guerre mondiale.

La conférence de M. Morin aura lieu dans les locaux de l'Alliance française le 19 janvier à 19h30.

Une série de concerts à Bonnyville

BONNYVILLE — La série de concerts *Touch of Class* va de nouveau enrichir la scène culturelle de Bonnyville cette année avec plusieurs présentations. Anne Bataillard, la coordinatrice de la série, et le comité des concerts de la société Bonnyville and District Fine Arts Society, ont organisé la venue des artistes.

Lilian Upright présentera le premier concert de la saison, le samedi 4 février à 20h au Centre Lyle Victor Albert. En 1988, Mme Upright a été la première personne à recevoir un doctorat, en tant que pianiste, de l'Université de l'Alberta. Elle a commencé ses études de piano au couvent des Soeurs de l'Assomption à Battleford en Saskatchewan.

Les talents de Lyle Victor Albert comme dramaturge sont reconnus partout au Canada. Le 1er avril, il reviendra au théâtre qui a été nommé en son honneur lorsqu'il a gagné le prix du meilleur dramaturge albertain en 1982. Il présentera la première de sa pièce *Scraping the surface*, qui sera également jouée au festival Fringe d'Edmonton l'été prochain.

Enfin, l'Orchestre symphonique d'Edmonton sera de retour à Bonnyville le 16 mai, pour son concert annuel.

Pour obtenir plus de renseignements sur les concerts *Touch of Class*, communiquer avec Anne Bataillard au 826-2641.

Les Canadiens sont généreux

OTTAWA - Malgré la récession et les mises à pied, les Canadiens ont été plus généreux que jamais en 1993, selon les plus récentes données de Statistique Canada.

Les Canadiens ont donné 3,35 milliards de dollars à des organismes de charité, une hausse de 4,7 pour cent comparativement à l'année 1992. En moyenne, les Canadiens ont indiqué avoir donné 610$. Ces chiffres sont basées sur les crédits d'impôt demandés dans les déclarations de revenus.

Ce sont les personnes âgées qui donnent le plus aux organismes de charité. En 1993, les personnes âgées de 65 ans et plus ont donné, en moyenne, 860$, alors que les personnes de moins de 35 ans ont fait un don moyen de 310$.

Pour la cinquième année consécutive, l'Île-du-Prince-Edouard et le Manitoba ont enregistré les proportions les plus importantes de donateurs. Mais c'est en Alberta où les donateurs étaient les plus généreux, avec un don moyen de 776$. Si on se base uniquement sur les déclarations de revenus, les Québécois étaient encore cette année les plus pingres, avec un don moyen de 342$. (APF)

L'ACFA régionale de Calgary n'enverra pas de mises en demeure

CAROLE THIBEAULT

CALGARY — Après plusieurs mois de mésentente avec les membres de l'ancien bureau de direction, l'exécutif de l'ACFA régionale de Calgary tourne enfin la page. Oubliant ses intentions d'envoyer des mises en demeure, le président, Jean-Michel De Bretigny, a plutôt décidé de prendre des mesures pour remédier aux problèmes de la régionale.

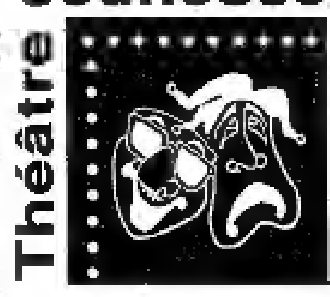
Rappelons que M. De Bretigny avait envoyé des demandes d'éclaircissement aux anciens membres du bureau de direction dans le but de faire la lumière sur la situation économique déficitaire de l'association.

Seule Suzanne Sawyer a expliqué la situation du dossier du char allégorique lors d'une rencontre qui a eu lieu le 28 décembre. Depuis, l'ACFA a mis sur pied un comité permanent formé de huit représentants d'organismes pour gérer le dossier. Chaque année, les francophones de Calgary présentent un char allégorique lors du défilé de la Fête du Canada.

Les autres personnes visées par la correspondance du président ont préféré ne pas répondre à sa requête. «Sur le plan juridique, si les gens refusent de répondre, où répondent en disant qu'ils ne veulent pas s'impliquer, ça libère le nouveau conseil d'administration de toute responsabilité», affirme M. De Bretigny.

Selon le président, cette «déresponsabilisation» a permis, entre autres, d'annuler le bail que le nouvel exécutif jugeait trop dispendieux. Depuis le 31 décembre, la régionale s'est installée les bureaux de la Société de théâtre de Calgary. Elle y demeurera jusqu'en mars, date à laquelle on devrait louer de nouveaux locaux plus abordables.

Jeunesse



La création collective

GUYLAINE NORMANDIN
directrice artistique de l'UniThéâtre

Écrire en groupe demande une grande disponibilité intérieure. Il faut être généreux avec ses émotions et ses idées. Plus on s'investit personellement dans une création collective, plus elle nous appartient, plus elle nous ressemble. Pour le groupe de théâtre qui a choisi cet outil de création, tout est possible. Bien que cette totale liberté puisse sembler envirante au début, elle peut aussi être déroutante parfois. L'angoisse de la page blanche, vous connaissez?

Il n'existe pas à proprement parler de recette pour écrire une bonne pièce de théâtre. Cependant, certaines techniques peuvent vous aider. Peu importe le style ou l'école de pensée, le processus de création collective comprend quatre étapes principales:

1. Choisir le thème
2. Faire l'inventaire des ressources existantes par rapport à ce thème
3. Développer les ressources en personnages et en situations
4. Choisir et structurer

Le choix du thème

De quoi votre pièce va-t-elle parler? C'est un élément crucial dans le processus de création. Évitez de choisir un sujet à la mode ou trop vague. Vous aurez à vivre avec ce sujet pendant de nombreuses semaines, vous allez le fouiller, l'explorer sous toutes ses coutures. On se lasse assez rapidement d'un thème choisi à l'extérieur de soi. Le meilleur sujet c'est celui qui vous touche.

L'animateur, s'il est à l'écoute du groupe, peut faciliter la discussion en posant des questions, en faisant parler les participants de ce qu'ils aiment, de ce qu'ils détestent, de ce à quoi ils rêvent... Il faut toutefois éviter d'orienter le groupe dans l'une ou l'autre direction. Il s'agit de *leur* création.

Inventaire des ressources

Une fois qu'on a trouvé le thème, rien n'est vraiment trouvé. C'est comme débarquer sur une île et y planter son drapeau. Il faut maintenant se transformer en explorateurs et passer cette île au peigne fin. On peut commencer par se demander : «Qu'est-ce que je connais sur ce sujet? Qu'est-ce que j'aimerais en connaître? Quelles sont mes expériences personnelles par rapport au thème?» L'animateur peut demander aux participants d'apporter des objets, des images, des écrits qui sont liés d'une façon ou d'un autre au thème de la pièce.

Développement

L'abondance et la variété de vos ressources constituent la richesse de votre pièce. Méfiez-vous des jugements hâtifs et idéologiques. Il faut éviter de fermer la porte à des suggestions avant même de les avoir explorées. Nous sommes dans le pays du «on ne sait jamais», du «je me demande si...» et du «allons voir». L'exploration sincère et ouverte vous fera découvrir des aspect de votre thème auxquels vous n'auriez jamais pensé.

Une fois l'inventaire des ressources dressé (vous pouvez en rajouter à tout moment, il va sans dire), certains groupes se tourneront directement vers l'écriture pour développer les personnages et les situations de la pièce. D'autres groupes (et il semble que ce soit la majorité) auront recours à l'improvisation. L'impro permet entre autres de rendre le processus plus concret, plus physique, plus près de théâtre et des émotions.

Choix et structure

À ce point, vous aurez probablement assez de matériel pour écrire une pièce en 12 actes. Il faut cependant choisir. N'ayez pas peur de laisser tomber des éléments qui semblaient primordiaux au début mais qui se sont fanés en cours de route. Une pièce qui parle de tout est une pièce qui ne parle de rien.

L'étape ultime consiste à structurer la pièce de façon à ce que le produit final corresponde à ce que vous voulez dire et à la manière dont vous voulez le dire théâtralement.

La prochaine étape

La prochaine chronique sera principalement constituée d'exercices pratiques d'improvisation et d'écriture.

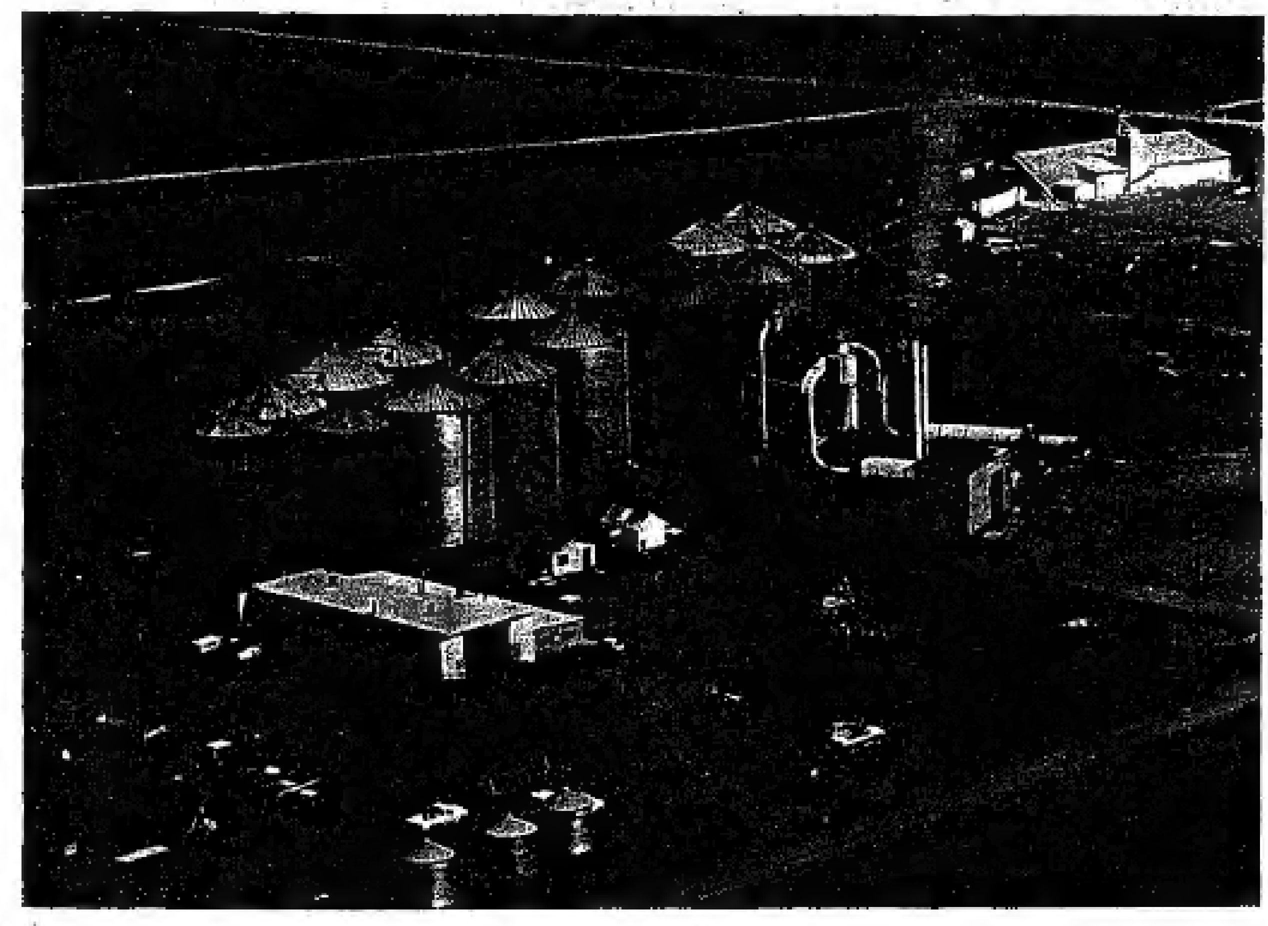
Le marché de la luzerne s'ouvre de plus en plus

CAROLE THIBEAULT

FALHER — L'exportation de fourrage, foin destiné à nourrir les animaux, a rapporté plus de 102 millions de dollars au Canada en 1992. En Alberta, la luzerne est la principale herbe fourragère cultivée pour l'exportation. Les douze usines de transformation de luzerne de la province ont généré des revenus d'environ 60 millions de dollars l'an dernier. À Falher, dans la région de Rivière-la-Paix, l'usine Falher Alfafa Ltd a à elle seule un revenu annuel brut de 13 à 15 millions de dollars.

La luzerne est particulièrement reconnue sur le marché pour sa forte concentration en protéines A et B. René Roy, gérant de Falher Alfafa Ltd, mentionne également que la haute teneur en fibres de la luzerne la rend populaire auprès des acheteurs. «La fibre du blé est bonne pour l'humain; celle de la luzerne est bonne pour la digestion des animaux», explique-t-il.

Le Japon, où les pâturages sont rares, achète près de 80 pour cent de la production de luzerne du Canada qui s'est élevée à plus 800 000 tonnes l'an dernier. «La production a plus que doublée en dix ans», fait remarquer Marcel Maisonneuve, directeur exécutif de l'Alberta Dehydrators Association qui regroupe les transformateurs de luzerne de la province. Avantagée par les bonnes récoltes de l'été dernier, la Falher Alfafa Ltd prévoit produire 100 000 tonnes en 1994.



En 1989, la Falher Alfafa Ltd a remporté le prix à l'exportation canadienne.

«Ça va être la plus grosse année qu'on n'aura jamais eue», lance René Roy.

Les usines transforment la luzerne de sont état de «foin» pour en faire des petits cubes ou des pellicules (pellets), petits cylindres pleins d'environ 2 centimètres de long. Pour ce faire, les transformateurs doivent déshydrater la plante et la broyer pour ensuite lui donner sa forme finale. Les cubes sont produits principalement pour nourrir les ruminants comme les vaches qui ont besoin de plus grosses fibres. On administre les pellicules à d'autres genres d'animaux comme les poulets. Les cubes et les pellicules peuvent être donnés tels quels aux animaux ou encore mélangés à leur moulée.

Les agriculteurs de Rivière-la-Paix cultivent 42 000 âcres de luzerne. Selon M. Maisonneuve, la popularité montante de cette culture vient du fait qu'elle comporte plusieurs avantages dont, évidemment, un marché en expansion. «Ça donne une autre option aux fermiers, explique-t-il. Les revenus du blé et des céréales ont baissé au cours des dix dernières années.» Il ajoute qu'inclure une plante fourragère dans sa rotation de cultures aide énormément à la régénération du sol. De plus, comme la luzerne est une plante vivace, les fermiers n'ont pas à la semer chaque année. Enfin, les usines de transformation sont en charge de la récolte. En d'autres mots, la culture de la luzerne nécessite peu d'investissement de la part des fermiers.

C'est donc pour toutes ces raisons qu'une quarantaine de fermiers de Falher, appuyés par un grand investisseur, ont fondé la Falher Alfafa Ltd en 1973. En outre, la compagnie contribue à la vitalité de la région. Elle embauche près de 100 employés saisonniers au temps des récoltes ainsi que 25 employés permanents. Après quelques années de fonctionnement, les fermiers ont racheté la part de l'investisseur et ils sont aujourd'hui une soixantaine à mener la barque.

Comme le résume René Roy, qui est au service de la compagnie depuis 21 ans, la luzerne représente une autre source de revenus pour les agriculteurs. Toutefois, comme pour les autres cultures, il y a de bonnes et de mauvaises années. L'usine fonctionne à plein régime si les récoltes sont bonnes et l'inverse est aussi vrai. «C'est comme une grosse ferme; c'est tout ce que c'est!»

Le CN cause des problèmes de fret

CAROLE THIBEAULT

FALHER — Comme d'autres transformateurs de luzerne dans la province, la Falher Alfafa Ltd a connu une période plutôt difficile l'automne dernier. À la suite de changements apportés au système de transport par train par le Canadien National, les usines avaient plus de difficulté à obtenir le nombre de wagons dont elles avaient besoins pour transporter leur produit.

Il était donc difficile d'acheminer la quantité requise de luzerne au port de Vancouver à temps, ce qui a occasionner de nombreuses dépenses supplémentaires pour la compagnie. Selon René Roy, gérant de la Falher Alfafa Ltd, l'usine a même dû faire des mises à pied au début de l'hiver. Cependant, il mentionne que la situation s'améliore et que le CN semble comprendre davantage les besoins spéciaux des transformateurs de luzerne.

• Les coopératives de travail

Une solution pour faire face au chômage

CAROLE THIBEAULT

EDMONTON — «Les coopératives, c'est un vieux concept mais les coopératives de travail, c'est plutôt nouveau», constate Suzanne Corneau de la Société éducative de l'Alberta. Récemment, elle a participé, en compagnie d'autres employés de la Société, à un colloque organisé par la Fédération canadienne des coopératives de travail (FCCT) afin de s'informer davantage sur cette formule coopérative.

Selon Hazel Corcoran de Calgary, secrétaire corporative à la FCCT, les coopératives de travail gagnent en popularité au pays. On en dénombre près de 400 dont environ le tiers sont au Québec. Les coopératives de travail sont des entreprises oeuvrant dans tout secteur d'activité mais elles ont la particulartité d'être possédées et contrôlées par leurs employés. «L'objectif des coops de travail, souligne Mme Corcoran, c'est de créer des emplois et d'améliorer les conditions de travail.»

Comme l'explique Suzanne Corneau, la Société éducative de l'Alberta est incorporée comme organisme à but non lucratif mais fonctionne selon les principes coopératifs. Chaque membre a son mot à dire dans la prise de décision et possède un droit de vote.

La différence avec une entreprise ordinaire, c'est que chaque employé à la responsabilité d'aller chercher ses propres contrats. «La Société pourrait exister comme une entreprise avec un patron et des employés. Mais si tu n'as pas à aller chercher tes propres contrats, t'es moins motivé. T'es moins performant», affirme Mme Corneau. C'est d'ailleurs un point de vue que partage Hazel Corcoran: «C'est une solution économique pour plusieurs raisons, affirme-t-elle. D'abord, les coops de travail ont tendance à être plus efficaces et plus productives.»

Mme Corcoran fait également observer que les coopératives de travail peuvent être une planche de salut pour les petites communautés francophones de l'extérieur du Québec. Elles



Hazel Corcoran

aident premièrement à créer des emplois en français dans un milieu où il serait peut-être normalement impossible de le faire. Deuxièmement, comme les employés participent activement à la réussite de



Photo: Carole Thibeault

Suzanne Corneau

l'entreprise, ils développent un fort sentiment d'appartenance qui enracine la coop dans la communauté.

Le congrès annuel de la FCCT, qui n'existe que depuis trois ans, était tenu de concert avec celui la Fédération québécoise des coopératives de travail (FQCT). Comme la FQCT existe depuis près de dix ans, les coopérateurs du reste du pays sont venus chercher information et apprendre de l'expérience des coopératives québécoise.

Mais pourquoi la FCCT est-elle indépendante du Conseil canadien de la coopération? Hazel Corcoran précise que les coopératives de travail ont des buts et des besoins différents de ceux des coopératives ordinaires. Par exemple, elles sont encore défavorisées par le système fiscal. C'est pourquoi elles ont besoin d'un organisme pour les représenter.

La Société éducative de l'Alberta est membre de la FCCT depuis six mois seulement. Suzanne Corneau estime que le fait d'appartenir à ce réseau peut permettre de faire des contacts qui seront utile à l'organisme. «Ça va nous aider. Ça va nous faire connaître des gens. On pourrait même trouver des gens pour offrir de la formation et créer de nouvelles coopératives et aider les gens sans emploi.»



Gastronomie et chimie

Lorsqu'on fait cuire des pâtes, on ajoute du sel à l'eau. Ainsi, les pâtes ont meilleur goût. Le sel dans l'eau a un autre avantage que tu découvriras en faisant cette expérience.

Procure-toi le matériel suivant : une petite casserole (la plus petite que tu trouveras), une cuillère à thé, du sel et un thermomètre qui supporte une température de 120 °C.

Verse environ 3 cm d'eau au fond de la casserole. Porte l'eau à ébullition sur la cuisinière. Sois prudent et n'hésite pas à demander l'aide d'un adulte. Lorsque l'eau bout, note la température en faisant tremper le thermomètre dans l'eau, sans toucher le fond de la casserole. Ajoute ensuite une cuillerée à thé de sel dans l'eau et continue à chauffer. Qu'arrive-t-il à la température?

Laisse la température se stabiliser et note le nouveau point d'ébullition. Ajoute une autre cuillerée de sel chaque fois que la température se stabilise, jusqu'à ce que la température cesse de s'élever même si tu ajoutes encore du sel. À ce moment, retire la casserole du feu et laisse-la refroidir avant de jeter l'eau chaude.

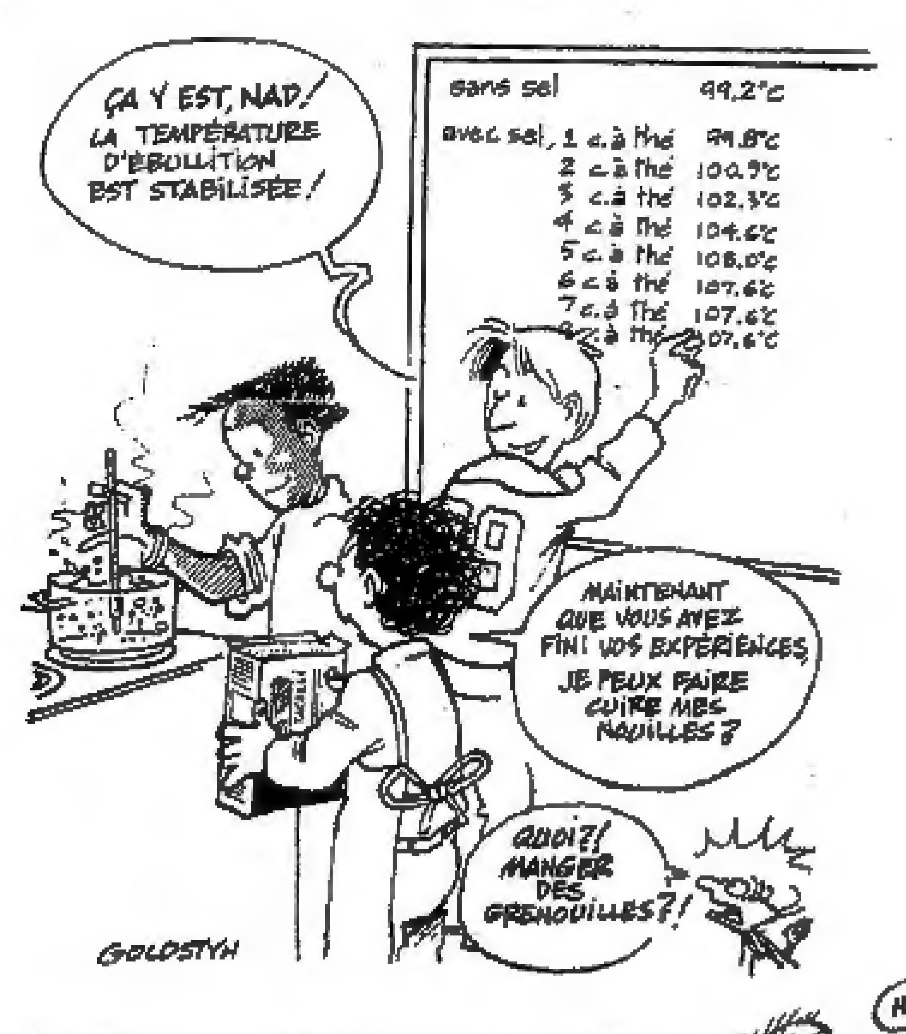
Nadia a fait l'expérience en utilisant 150 ml d'eau. Elle a ajouté 5 cuillerées à thé de sel avant que la température se stabilise. Tu peux consigner tes résultats dans le tableau, à côté de ceux de Nadia.

La température maximum que Nadia a pu obtenir est de 107,6 °C, à la cinquième cuillerée. Après cela, plus moyen de faire monter la température. Pourquoi? Simplement parce que l'eau était saturée de sel, on ne pouvait en dissoudre davantage.

Et toi, quelle est la température maximum que tu as obtenue? Combien de cuillerées de sel a-t-il fallu que tu ajoutes?

Et les pâtes, là-dedans? Sans sel, l'eau bout autour de 100 °C. Lorsqu'on ajoute du sel, la température augmente. Les pâtes cuisent donc plus vite.

La température à laquelle l'eau bout varie selon la pression atmosphérique. Au niveau de la mer, l'eau pure bout à 100 °C. En haut des montagnes, la pression est moins forte et l'eau bout à une température moins élevée. Les aliments y cuisent donc moins vite... à moins qu'on y ajoute du sel!



HOP!

LES JEUX DE L'ESPRIT

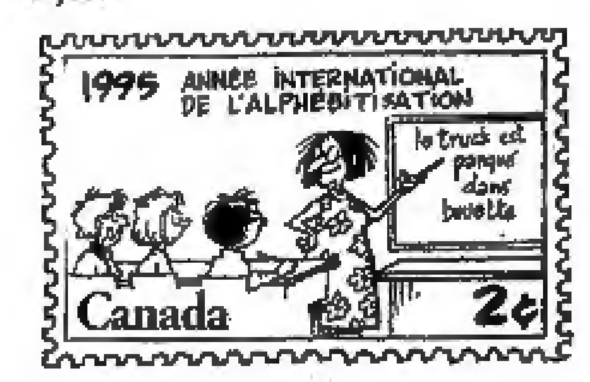
Un commis timbré

Un bureau de poste a écoulé une grande partie de ses timbres. Il ne reste plus que des timbres de 2 ¢, 5 ¢, et 7 ¢. Robert désire 9 timbres pour 43 ¢. Le commis lui remet 5 timbres de 7 ¢ et 4 timbres de 2 ¢.

— Je veux au moins un timbre de chaque valeur, reprend Robert.

Peux-tu identifier les timbres que Robert a reçus?









PETITES ANNONCES

Dans le but de vous offrir un meilleur service, Le Franco vous offre une chronique de petites annonces. Tarifs: 7 $ pour 20 mots ou moins pour 1 semaine, 12 $ pour 20 mots ou moins pour 2 semaines. Plus de 20 mots: 10¢ de plus par mot. Annonces encadrées: ajoutez 3,50 $ pour l'encadrement. Vous devez calculer 7% de TPS. Toutes les petites annonces doivent nous parvenir accompagnées du paiement: chèque ou mandat-poste à notre bureau avant le lundi midi. Aucune annonce ne sera acceptée par téléphone. Toute annulation peut être faite par téléphone en composant le 465-6581 avant le lundi à midi. Nous n'acceptons pas les frais d'appel. Faites votre chèque ou mandat-poste à l'ordre de:

Le Franco, 8923 - 82e Avenue, Edmonton (Alberta), T6C 0Z2

Garderais enfants de 2 ans et plus, demeure près de la Faculté. Appelez Maryse au 466-3567 (27-1)

À vendre: meubles, futon, bibelots, appareils ménagers, vaisselle. Raison de vente: déménagement. Info.: 439-5431 (3-2)

LE FRANCO
465-6581

Paroisses francophones

Messes du dimanche

Edmonton

Immaculée-Conception
10830 - 96e Rue
Dimanche: 10h30

Sainte-Anne
9810 - 165e Rue
Dimanche: 10h30

Saint-Thomas d'Aquin
8410 - 89e Rue
Samedi: 16h30
Dimanche: 9h30 et 11h00

Saint-Joachim
9928 - 110e Rue
Samedi: 17h00
Dimanche: 10h30
Lundi au vendredi: 17h00

Base militaire d'Edmonton
à la chapelle de Lancaster Park
Samedi: 19h00

Beaumont
Saint-Vital
4905 - 50e Rue
Dimanche: 9h30

Saint-Albert
Chapelle Connelly McKinley
9, Muir Drive
Dimanche: 10h00

Calgary

Sainte-Famille
1719 - 5e Rue S.O.
Samedi: 17h00
Dimanche: 10h30

• *Après 145 ans*

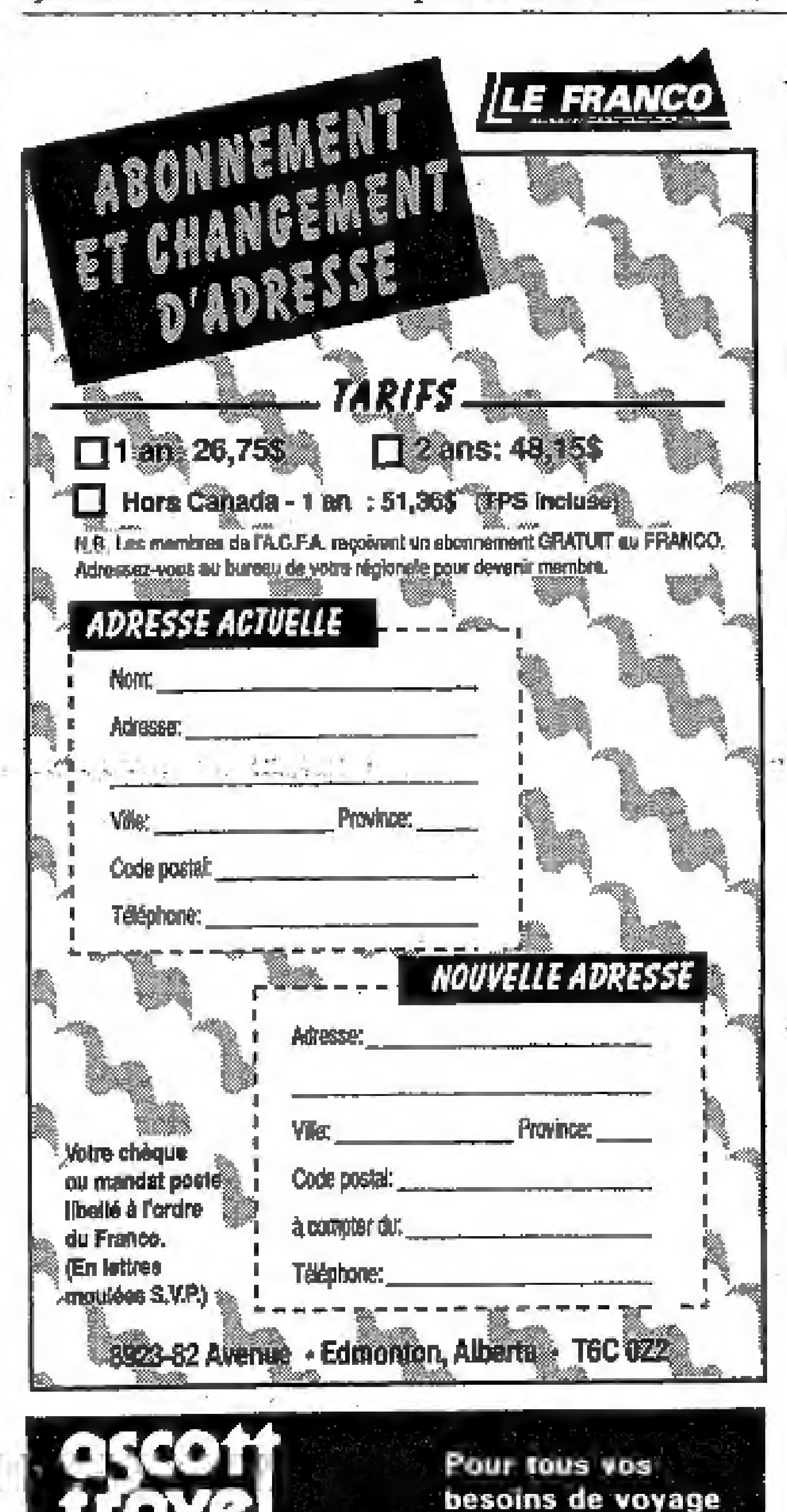
Le Jean demeure indémodable

(MFI) — Si la mode, c'est vraiment ce qui se démode, le jean fait figure d'exception. Une mode? Une épopée plutôt... Porté aujourd'hui sur tous les continents, le jean a été adopté par les plus fortunés comme par les plus pauvres. Son formidable succès ne l'a pas empêcher de garder la plupart des caractéristiques originelles du vêtement de travail qu'il fut pendant longtemps. Porte-drapeau de la conquête de l'Ouest américain et de rébellions, symbole de liberté dans le paquetage des soldats américains débarquant en Normandie, il n'a jamais perdu son identité même si, aujourd'hui, créateurs et grands couturiers tentent de l'adapter à la mode.

L'histoire du jean commence en 1850, à San Francisco, lorsqu'un jeune colporteur du nom de Levi Strauss a un jour l'idée de tailler dans de la toile de bâche un solide pantalon de travail. Un pantalon à toute épreuve qui sera bientôt recherché par tous les pionniers, qu'ils soient chercheurs d'or, cheminots ou postiers. La toile, en provenance de France, et plus précisément de Nîmes, remplacera vite la bâche à chariot marron des premiers temps, d'où l'appellation *Denim*. L'idée de Levi Strauss est d'adopter une toile en coton d'un bleu indigo dont la couleur délavée s'associera au jean. Pari gagné!

Avant de devenir le symbole de l'anticonformisme, le jean fut pendant près d'un demi-siècle le pantalon de travail de millions d'Américains, du cow-boy à l'ouvrier en passant par le malfrat: les quatre frères Dalton, bandits notoires, furent montrés au public lors de leur procès, alignés, en jeans et en bottes. C'est seulement après la Seconde Guerre mondiale que le jean va conquérir le monde. Le cinéma et la publicité seront ses meilleurs agents. Le pantalon délavé est porté à l'écran par les plus grands du cinéma, et contribue aussi au mythe hollywoodien, avec des images fétiches telles que le jean moulant

suite à la page 12



LE FRANCO

ABONNEMENT ET CHANGEMENT D'ADRESSE

TARIFS

☐ 1 an: 26,75$ ☐ 2 ans: 48,15$

☐ Hors Canada - 1 an : 51,36$ (TPS incluse)

N.B. Les membres de l'A.C.F.A. reçoivent un abonnement GRATUIT au FRANCO. Adressez-vous au bureau de votre régionale pour devenir membre.

ADRESSE ACTUELLE

Nom: ____

Adresse: ____

Ville: ____ Province: ____

Code postal: ____

Téléphone: ____

NOUVELLE ADRESSE

Adresse: ____

Ville: ____ Province: ____

Code postal: ____

à compter du: ____

Téléphone: ____

Votre chèque ou mandat poste libellé à l'ordre du Franco. (En lettres moulées S.V.P.)

8923-82 Avenue • Edmonton, Alberta • T6C 0Z2

Cartes d'affaires

• *Le bicentenaire du fort Edmonton*

Les premières communautés canadiennes et métisses en Alberta

MICHEL BOUCHARD

EDMONTON — C'est autour de l'enclos du fort Edmonton que la capitale albertaine est née. Mais pour les Canadiens —les colons de langue française étaient appelés Canadiens à l'époque— et leurs enfants métis, c'était le fort des Prairies. C'est grâce à ces francophones, longtemps majoritaires dans les postes de traites, que la région a pu prospérer, quoique leur contribution ait longtemps été ignorée dans le développement de cette province.

L'historien John Foster, professeur à l'Université de l'Alberta, raconte que les communautés qui habitaient dans les forts de l'Ouest canadien auraient été très polyglottes. «La langue du travail dans la traite des fourrures, c'était le français, explique-t-il. La langue des affaires, quand l'on communiquait à l'extérieur, c'était l'anglais. La langue de la brousse, c'était le cri. Quand il était chez lui, surtout au début, il était aussi probable que le Métis s'exprime en cri qu'en français, surtout s'il parlait du travail des femmes et de tout ce qui était rattaché à la chasse et aux relations familiales. La langue anglaise, pour la majorité des employés et habitants du fort, n'était pas utilisée du tout.»

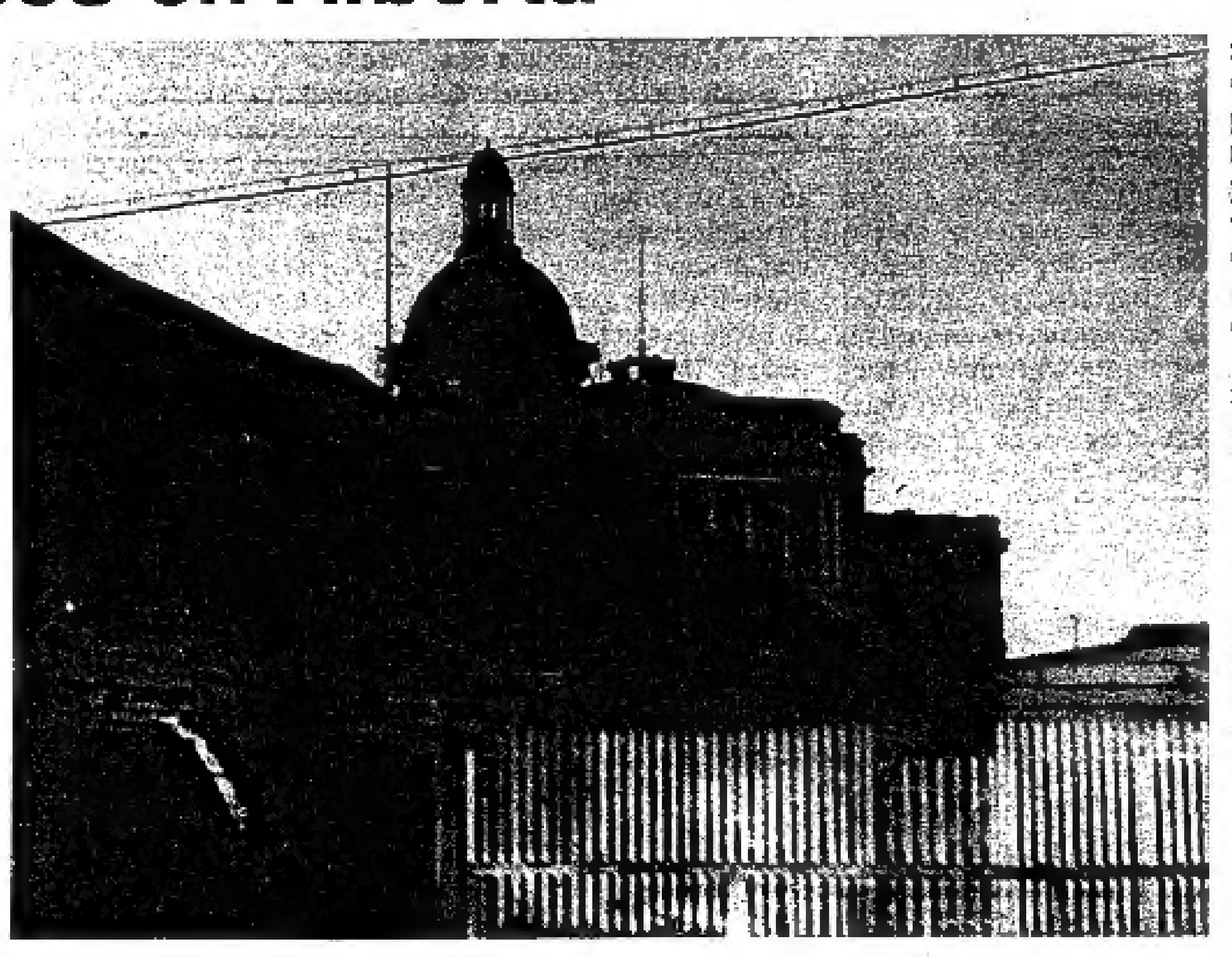


Photo Archives Provinciales de l'Alberta B 6599

Le vieux poste de traite de la Compagnie de la baie d'Hudson, le Fort Edmonton, et le nouveau parlement albertain en arrière-plan.

La Compagnie du Nord-Ouest a toujours eu recours à des employés francophones, tandis que la Compagnie de la baie d'Hudson recrutait son personnel surtout en Écosse et dans les îles d'Orkney. Les deux compagnies se faisaient une concurrence si féroce que parfois cela se dégénérait en escarmouches armées. La fusion des deux compagnies a eu lieu en 1821.

Le fort Augustus a été le premier fort érigé dans les environs d'Edmonton —en amont de la confluence des rivières Saskatchewan nord et Sturgeon— par la Compagnie du Nord-Ouest en 1792. La Compagnie de la baie d'Hudson a construit à son tour un fort, Edmonton House, dans les parages, en 1795. Ces forts ont été déménagés à plusieurs occasions. Le dernier fort Edmonton s'est retrouvé en aval du parlement albertain.

Notons que la Compagnie de la baie d'Hudson a aussi eu recours aux Canadiens. On songe entre autres à Jean-Baptiste Lagimodière, un guide, et son épouse, Marie-Anne Gaboury, qui ont séjourné au fort Edmonton en 1808. Marie-Anne y a d'ailleurs mis au monde leur deuxième fils, Laprairie. Louis Riel était le petit-fils de ce premier couple blanc de l'Ouest. Les employés des deux compagnies ont donné naissance à deux communautés métisses distinctes: une de langue française, l'autre de langue anglaise. Cette distinction s'est maintenue jusqu'aux années 1930.

La naissance de la communauté métisse n'était pas le fruit de rencontres fortuites. Certains chefs et guerriers autochtones de grande renommée avait des ancêtres Canadiens, mais n'appartenaient pourtant pas à la communauté métisse. La «nouvelle nation» a plutôt émergé lorsque les Canadiens ont cherché à créer des liens de parenté avec les autochtones pour des raisons économiques, surtout pour avoir accès à la chasse. Les autochtones n'auraient pas tolérer l'intrusion sur leur territoires de chasseurs blancs sans lien de parenté. Cependant, l'employé d'une compagnie devait obtenir l'autorisation de la compagnie au préalable avant de quitter ses rangs, car les compagnies ne voulaient pas la concurrence de traiteurs autonomes. En échange, les Canadiens et les Métis s'assuraient de fournir les vivres nécessaires aux compagnies ainsi qu'une main-d'oeuvre.

À la fin des années 1870, le mode de de vie des Métis et des premiers Canadiens était révolu. Les troupeaux de bisons avaient été décimés et l'Ouest aurait dorénavant une vocation agricole. Après la rébellion de 1885, les Métis étaient dédaignés et persécutés. Ils se sont, soit déplacés vers le nord où il était possible de continuer à vivre de la chasse, soit intégrés à la nouvelle société canadienne-française cherchant à masquer leurs origines métisses. La communauté francophone, quant à elle, n'était plus centrée au fort mais autour de l'église de Saint-Joachim érigée en 1877. Le dernier fort Edmonton a été démantelé en 1915.

Le jean demeure indémodable

suite de la page 11

de Marilyn dans *Misfits*, celui de Marlon Brando dans *L'Équipée sauvage* ou ceux de James Dean. Ce dernier est si étroitement associé au pantalon que la publicité des fabricants de jeans n'utilise plus que son visage. La tenue complète —blouson 507 et jean 501— fut quant à elle immortalisée à l'écran par Elvis Presley dans *Loving You*. La publicité contribuera également à la notoriété du pantalon: le célèbre cow-boy de Marlboro porte, évidemment, jean et bottes.

Vêtement de la jeunesse révoltée dont il fut un moment le symbole, le jean prend tout naturellement, dès les années 70, sa place dans les garde-robes féminines et masculines. Très vite, la mode s'en empare et les créateurs élargissent la gamme avec des accessoires fabriqués dans ce fameux sergé. Il tourne parfois au velours, s'orne de fleurs et s'élargit en pattes d'éléphant.

Le Levi's sera le premier vêtement à afficher sa marque, et ce, dès 1860, à l'aide des fameuses étiquettes —à l'origine, des pièces de tissu huilées— à l'arrière du pantalon. Une façon de contrecarrer les copies et de se distinguer de ses principaux concurrents, Lee et Wrangler. Un signe de la reconnaissance, aussi, pour les puristes du pantalon bleu indigo, objet récemment d'une historique vente aux enchères et d'une exposition à Paris, car devenu une oeuvre de collection.

